

Turbulances slovènes à la veille des élections européennes

jeudi 22 mai 2014, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mai 2014).

Sommaire

- [D'une crise gouvernementale à](#)
- [Corruption de "droite" et](#)
- [De la reconquête des "communs"](#)

La Slovénie, membre de l'euroland, a connu une grave crise économique en 2013 [1]. Elle voit aujourd'hui, dit-on, ses indicateurs économiques sortir du rouge - éloignant en tout cas le spectre de la Troïka : chômage en baisse, légère reprise de la croissance, emprunts à taux faibles sur les marchés financiers. Mais comme ailleurs, les chiffres cachent la réalité des attaques sociales qui visent à satisfaire aux critères néo-libéraux en vigueur. S'y ajoutent des scandales de corruption à répétition, touchant tous les partis institutionnels. Telles sont les racines d'une profonde grogne sociale produisant une instabilité gouvernementale majeure sur arrière-plan du discrédit profond des partis. Mais les grands mouvements sociaux qui ont enflammé le pays fin 2012 et début 2013, sont retombés, sans parvenir à trouver leur expression politique. C'est à cet enjeu qu'a voulu tenter de répondre la formation d'une coalition - Gauche Unie - pour les élections européennes - non sans difficultés majeures.

Après une phase de croissance plutôt stable et une transformation capitaliste moins agressive qu'ailleurs, la Slovénie avait basculé en 2009 dans une récession majeure (-8%) puis dans une crise bancaire et économique la plaçant au bord de la cessation de paiement. En novembre 2011, un référendum concluant une longue campagne syndicale contre la réforme des retraites, avait provoqué la chute du gouvernement de droite de Janez Janša . Lors des élections législatives anticipées de décembre 2011, le nouveau parti « Slovénie positive » (centre-gauche) créé par le populaire maire de Ljubljana, Zoran Janković, était arrivé en tête. Mais il n'avait pas réussi à former un gouvernement. Il préféra alors se faire réélire maire en mars 2012 en renonçant à son siège de député. Une coalition éclectique à dominante de droite (à laquelle s'est intégré le Parti des retraités DeSUS) s'était alors établie, incluant le parti (SDS) de Janez Janša qui devint Premier ministre début 2012.

Les manifestations de masse de l'hiver 2012-2013 - partant de la zone industrielle sinistrée de Maribor - avaient enflammé tout le pays. Dans ce contexte, les révélations de fraudes fiscales et autres scandales provoquèrent la chute du gouvernement Janša (pendant qu'elles éclaboussaient aussi le maire de Ljubljana). La présidente du parti « Slovénie positive » (SP) est alors devenue la première femme Première ministre de Slovénie - confrontée aux pressions du FMI dans un pays en crise.

D'une crise gouvernementale à une autre

Alenka Bratušek, 44 ans, fit succéder à l'austérité imposée par son prédécesseur de droite, la même

austérité, supposée plus à gauche – avec une difficulté croissante à maintenir stable sa coalition gouvernementale. Un vaste programme de compression des dépenses et de privatisation des entreprises publiques a été lancé pour réduire le déficit public et sortir le pays de sa crise bancaire. Mais il déboucha sur les démissions, fin novembre 2013, du ministre de l'Économie Stanko Stepišnik et du ministre de la Santé publique. Les conflits se sont multipliés entre les principaux partenaires de la coalition gouvernementale, Slovénie positive et le Parti des retraités (Desus).

En décembre 2013, la Slovénie est parvenue à recapitaliser ses trois plus grandes banques, minées par de mauvaises créances, ce qui lui a permis d'éviter d'avoir recours à un plan d'aide européen – tout en s'engageant vers un vaste plan de privatisations des banques. Mais début avril 2014, trois motions de défiance ont été déposées contre des ministres du gouvernement. Tout en ayant été rejetées, elles ont profondément divisé la coalition gouvernementale. Il en fut de même pour le projet, annoncé par le gouvernement, de hausse de la TVA pour couvrir les déficits : il a dû être enterré face à la fronde d'une partie de la coalition. Autre réforme emblématique, l'instauration d'une taxe immobilière, qui devait rapporter 200 millions d'euros par an, a été retoquée par la Cour Constitutionnelle. Sont restées donc les politiques "classiques" de compression des dépenses – qui se heurtent à la grogne sociale.

Mais pour éviter le scénario de 2011 (le blocage de la réforme des retraites suite à la mobilisation et au référendum populaires) les référendums ont été désormais interdits. Et le parlement a intégré à la constitution du pays la "règle d'or" contre les déficits fiscaux. Cela vise à bloquer les protestations sociales, alors qu'un des changements les plus importants de ce gouvernement de "centre-gauche" aura été la privatisation de 15 entreprises d'État. Ces mesures ont été saluées par l'agence de notation financière Fitch, qui s'est néanmoins inquiétée des éventuelles conséquences de la crise politique sur la poursuite des réformes.

En effet, dans ce climat de turbulences sociales et gouvernementales, l'ancien maire de Ljubljana, Zoran Janković a décidé de reprendre les commandes du parti Slovénie positive dominant le gouvernement, lors de son récent congrès. Il a, ce faisant, provoqué la démission de la Première ministre Alenka Bratušek, le lundi 5 mai 2014. Les autres partis de la coalition avaient déjà annoncé qu'il quitteraient la majorité en cas de victoire de Zoran Janković.

Des élections générales anticipées seront donc convoquées dès le mois de juin prochain.

Corruption de "droite" et corruption "de gauche"

Cette décision pourrait jouer en faveur du parti de droite de Janez Janša, bien que celui-ci ait été récemment condamné à deux ans de prison ferme pour corruption. Il est déterminé à mettre en question le verdict ; et ses avocats ont promis une bataille judiciaire prolongée. Il tente en effet de retourner sa condamnation contre ses adversaires politiques en la dénonçant comme une stratégie de l'opposition pour discréditer son travail et celui de son parti avant de nouvelles élections : le verdict serait le produit d'un complot ourdi par l'ancienne « nomenclature du parti communiste slovène » avec l'aide de juges "politisés".

De la Bulgarie à la Slovénie, en passant par l'Ukraine la corruption fait "système", sous toutes étiquettes. Mais les Indignés "de droite" ciblent les "continuateurs" de l'ancien régime (et les privatisations qui leur ont bénéficié, et non pas les privatisations et la corruption en général). La gauche, quant à elle, est organiquement associée à l'ancien régime – bien moins discrédité en Slovénie qu'ailleurs, pendant tout un temps, désormais largement révolu. Le clientélisme et son lot de corruption a sévi, en Slovénie comme ailleurs, derrière les appropriations d'État de la propriété sociale, comme derrière les privatisations qui leur ont été combinées.

Janez Janša, président du Parti démocratique slovène (SDS), figure historique de l'indépendance du pays, pourrait donc à nouveau surfer sur la dénonciation des « forces obscures de la continuité », liées à l'ancien régime communiste et à ses services secrets. Avec quel impact ? Difficile de le prévoir dans le contexte slovène qui demeure spécifique quant à la perception populaire - de masse - du passé.

De la reconquête des "communs" aux élections

Une telle campagne se confronte à une "yougonostalgie" particulièrement forte depuis la crise de 2009 du "capitalisme réellement existant, tel qu'il s'est étendu dans toute l'Europe de l'Est et, sous des formes plus violentes, dans les Balkans. Une nouvelle génération de jeunes, a accumulé de premières expériences d'auto-organisation d'une part dans des luttes étudiantes (celles de Croatie notamment s'ouvrant en "plenums citoyens" de débats sur les enjeux sociaux), et dans des structures de formation diverses, incorporant tous les apports des luttes émancipatrices du présent et du passé (université parallèle de Ljubljana - Workers' & Punk University, transformée récemment en Centre d'Etude sociale, avec des cadres similaires dans divers pays des Balkans). Les Plenums citoyens Bosniens [2], depuis février 2014, y sont évidemment une référence, et un lieu de rencontre essentiels.

Les explosions sociales récurrentes depuis quelques années ont montré leur force - une capacité à faire chuter de nombreux gouvernements nationaux ou locaux, de la Bulgarie à la Roumanie, de la Slovénie à la Bosnie-Herzégovine ; mais aussi leurs limites et difficultés : d'une part le caractère précaire des mobilisations de masse, leur discontinuité soulevant le besoin d'une forme d'organisation plus pérenne, qu'on l'appelle ou pas "parti". D'autre part, l'extraordinaire hétérogénéité idéologique marquée aussi par la confusion des "étiquettes" et l'absence ou la difficulté d'émergence de projets progressistes anti-capitalistes crédibles, notamment en Europe.

Le piège d'un faux dilemme dominant dans les Balkans pendant de longues années a commencé à être dépassé : on était sommé de choisir entre des nationalismes exclusifs et chauvins, dont des formes d'anti-impérialisme se combinaient à des idéologies réactionnaires ; ou bien l'"européanisme" tourné vers la défense apologétique de l'Union européenne et de ses politiques. Brisant ce faux dilemme ont commencé à s'établir des dialogues et liens balkaniques, tournés vers une approche critique de l'UE [3]. La tâche de réinterprétation du projet socialiste est entreprise en croisant les analyses et regards - non pas comme un "retour" nostalgique à un régime passé dont la crise demande une explication combinant facteurs intérieurs endogènes et facteurs internationaux ; mais comme l'invention d'une démocratie adéquate aux "Biens communs" - reconquête de droits fondamentaux et de "communs" naturels ou produits contre toutes les "dépossessions" capitalistes.

C'est dans ce contexte qu'est née l'Initiative pour un Socialisme démocratique en Slovénie, début mai 2013 : il n'était pas un parti, mais un projet allant dans cette direction, à la croisée de l'accumulation de l'expérience et des formations de l'Université parallèle et auto-gérée (Workers & Punk University), et des explosions sociales de l'hiver 2012-2013. L'impact de Syriza en Grèce, réalité à la fois balkanique et européenne, a marqué son évolution. La Fondation Rosa Luxembourg (liée à Die Linke) a facilité une réflexion qui s'est tournée vers le Parti de la Gauche européenne comme concrétisation du rejet de l'UE sans tomber dans le repli national. C'est ainsi qu'a été lancée la coalition "Gauche Unie" (Združena Levica) - et la transformation de l'Initiative pour un Socialisme démocratique (IDS), en parti. Celui-ci se superpose quasi exclusivement, au démarrage, avec les animateurs de l'ancienne Université parallèle devenue centre d'études sociales. Il est une coalition électorale pour les Européennes du 25 mai, associant à l'IDS - qui en marque fortement l'idéologie - à deux autres petits partis aux membres plus âgés, de la gauche alternative slovène, le "parti du

développement soutenable” (TRS) et le “Parti démocratique du travail” (DSD) [4].

Ce n’est qu’une échéance – pas la plus facile, et bien trop rapide pour que ces nouvelles formations aient le temps de s’ancrer dans la réalité slovène. Les lendemains de cette coalition électorale dépendront évidemment des résultats (que les sondages n’annoncent pas très bons) et des pratiques de fonctionnement entre les trois composantes. Mais de faibles résultats électoraux ne sont pas contradictoires avec l’accumulation positive de premières expériences porteuses d’autres possibles. La coalition si elle se transforme – ou l’IDS faisant son propre chemin – devra se confronter aux difficultés que pose l’implantation d’un parti dans la durée et toute la société. Cela soulèvera aussi la question des rapports aux syndicalistes slovènes. De nouvelles générations aux emplois précaires marquent la société slovène comme tant d’autres et la crise de “représentation” politique des travailleurs dans leur diversité, est une difficulté bien partagée...

Catherine Samary

P.-S.

* Article écrit pour Viento Sur :
<http://www.vientosur.info/spip.php?article9059>

Notes

[1] Lire ESSF (article n°28998), [Quelle crise en Slovénie ?](#).

[2] Voir sur ESSF (article n°31265), [Le syndrome bosnien : d’autres Balkans pour une autre Europe](#).

[3] Lire ESSF (article n°26852), [Le premier Forum social des Balkans : ‘d’autres Balkans sont possibles ! »](#) et octobre 2012 [Le Forum social des Balkans, une chance pour l’Autre Europe](#) (article n°26850).

[4] Voir ci-après, en encart, l’interview du porte-parole de cette coalition, et jeune dirigeant de l’IDS ; ou
<http://www.european-left.org/fr/positions/statements/la-gauche-europeenne-presente-la-naissance-de-la-gauche-unie-en-slovenie>